

Introduction à la prise de décision en contexte Anthropocène

Formation transverse

université
de **BORDEAUX**



Introduction à la prise de décision en contexte **Anthropocène**

INRAE

Collège
des écoles
doctorales / université
de **BORDEAUX**



Joan CORTINAS-MUÑOZ

Maître de conférences en sociologie

Étude de cas :

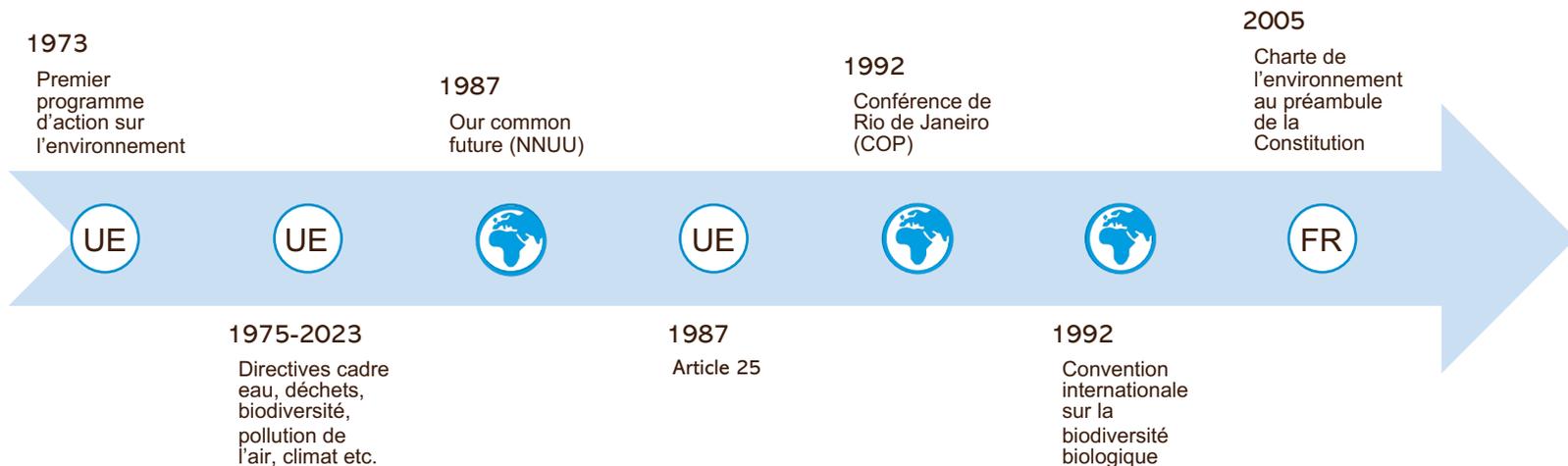
« Prise de décisions » pour
protéger l'eau potable des
pollutions agricoles

**Paradoxe des
politiques
environnementales**

**Un cadre normatif
important mais des
résultats mitigés...**



Au niveau des politiques environnementales (Une vieille histoire)



Et pourtant...

Le rapport pessimiste sur la biodiversité de 1 500 pages préparé par l'Ipbes – l'organisme de l'ONU qui a été surnommé le « *Giec des la biodiversité* » en raison de l'impossibilité de prononcer son sigle –, risque d'être très vite passé par pertes et surtout profits. En effet, depuis des années déjà, les scientifiques annoncent au monde qu'une « sixième extinction » est en cours, mais rien n'a changé pour autant. Cela n'a pas ému grand monde en dehors des écolos et des cercles de chercheurs spécialisés. Voici donc, à titre de pique de rappel, quelques extraits du texte adopté à Paris au cours de la conférence mondiale organisée à l'Unesco il y a quelques jours. Ils se passent de commentaires...

- « La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine et le taux d'extinction s'accélère provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier. »

Seulement 16 pays sur 197 respectent l'accord de Paris

Par : Claire Stam | EURACTIV.com | translated by Manon Flausch 📅 29 oct. 2018



Il y a trois ans, l'UE encourageait un accord de Paris ambitieux. Aujourd'hui, aucun de ses membres ne va assez loin pour respecter ses engagements. [WeMeanBusiness/Flickr]



Popular arti

Le groupe Wagner p
l'Occident en attaqu

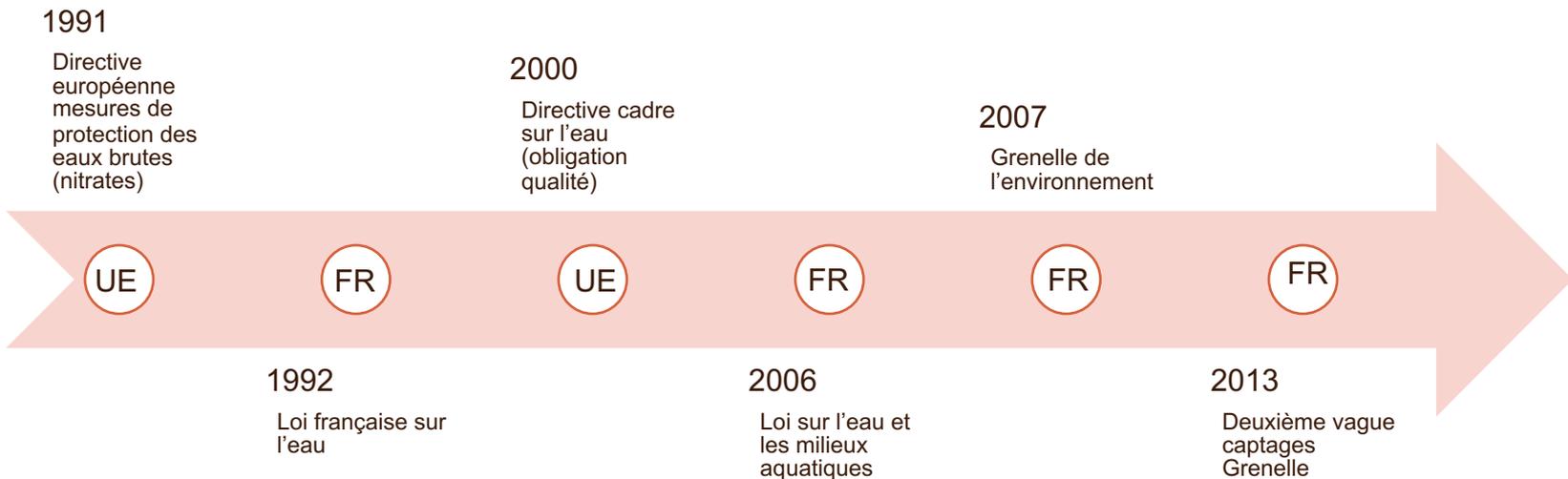
Réforme du marché
l'Allemagne se heurt
l'Espagne

**Comment
comprendre ce
décalage entre
densité
normative et
résultats
décevants?**

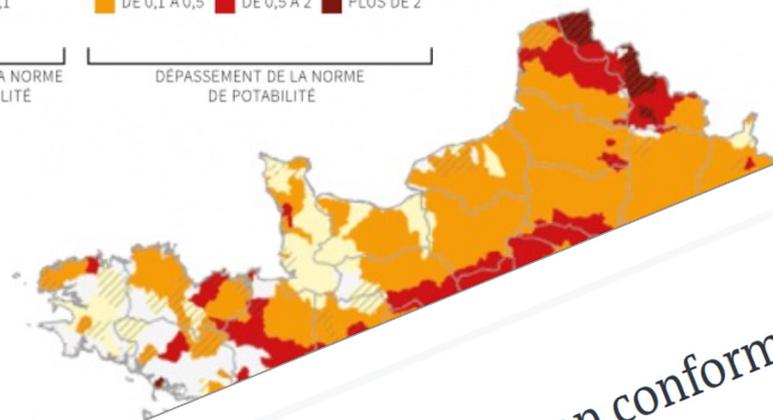


**Le cas des
politiques de
protection de
qualité de l'eau
potable**

Cadre normatif protection Captages pollutions agricoles



Concentration en pesticides dans les eaux de surface (mg/L)



PLANÈTE - POLLUTIONS

Pesticides : de l'eau potable non conforme pour 20 % des Français

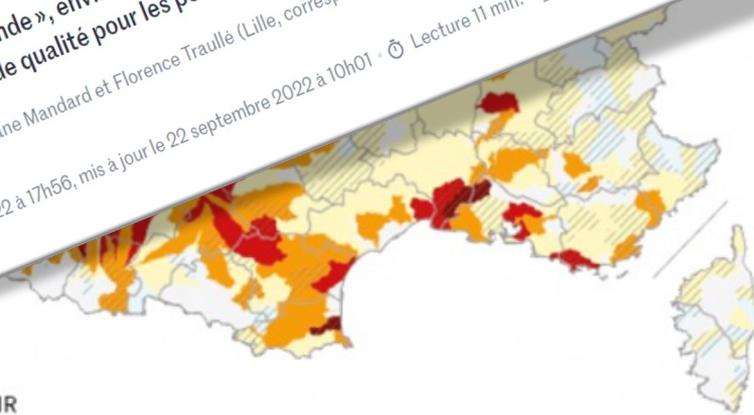
Selon les données du « Monde », environ 12 millions de personnes ont été concernées en 2021 par des dépassements de seuils de qualité pour les pesticides et leurs métabolites.

Par Stéphane Foucart, Stéphane Mandart et Florence Traullé (Lille, correspondante)

Publié le 21 septembre 2022 à 17h56, mis à jour le 22 septembre 2022 à 10h01 · Lecture 11 min. · [Read in English](#)

Données 2017

SOURCE : UFC-QUE CHOISIR



Contexte : Un échec persistant (données 2016)

Depuis 1996

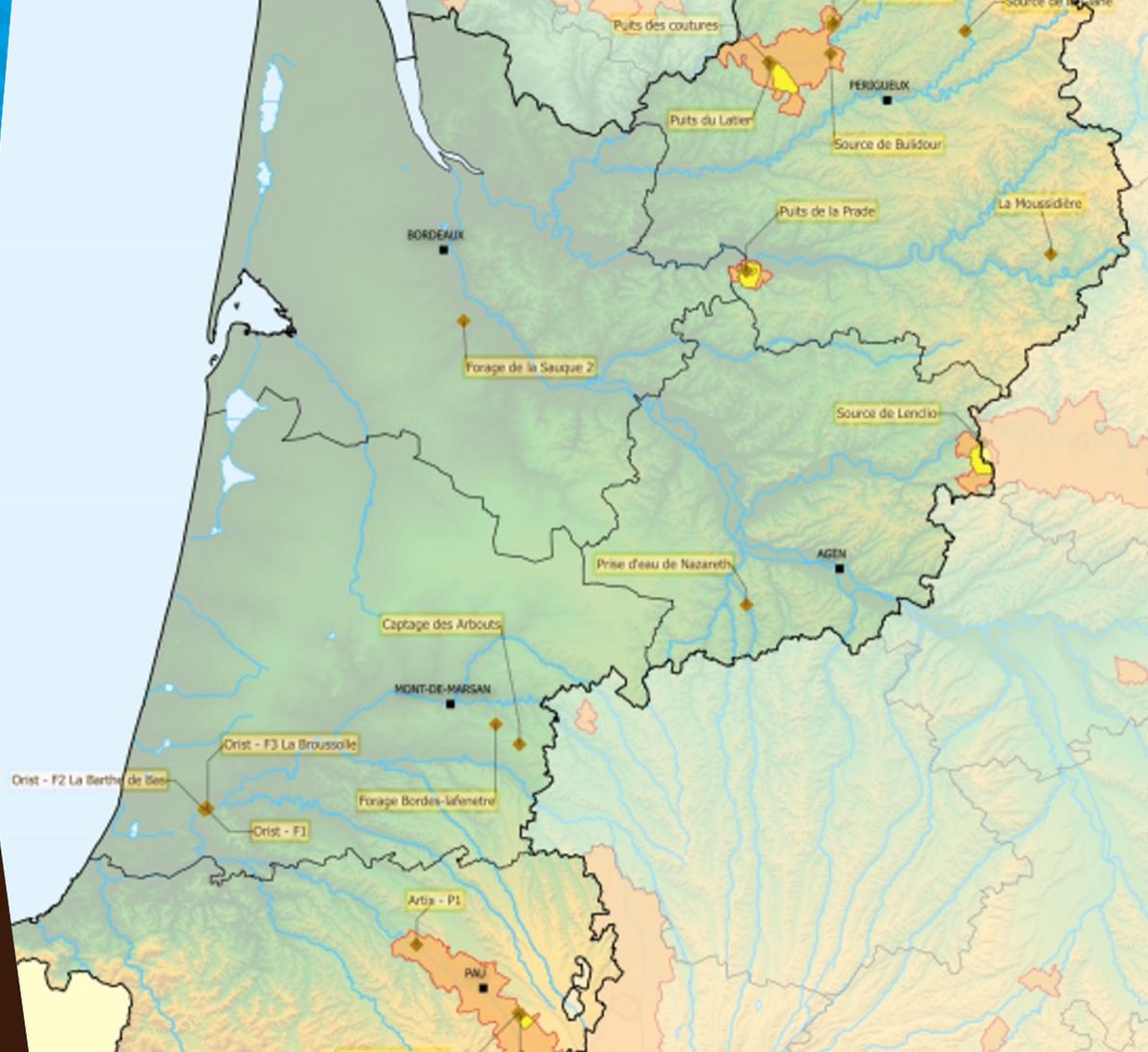
Pollutions aux nitrates stationnaires

73% des nappes phréatiques dépassent la valeur naturelle en nitrates

53% des cours d'eau dépassent le taux en pesticides défini pour l'eau potable

31% des nappes phréatiques dépassent le taux de pesticides autorisé pour l'eau potable

Et en Nouvelle-Aquitaine... ce n'est pas mieux (7/15 mises en œuvre)



La politique de protection de la qualité de l'eau potable

Captage d'eau potable:

- Dispositif de prélèvement d'eau potable dans le milieu naturel
 - Source naturelle surface
 - Eau souterraine (aquifère): pompage
 - Cours d'eau, lac naturel et réservoir d'un barrage

En France 34000 captages eau potable

- 3000 (en fonctionnement) captages en service touchés pollutions diffuses
- 1958 captages abandonnés (en 20 ans) qualité insuffisante (la pollution continue)
- En moyenne: 400 captages sont abandonnés par an

La politique de protection de captages d'eau potable

Pollutions diffuses

« on entend une contamination des eaux par une substance indésirable dont l'origine n'est pas ponctuelle (comme le déversement accidentel d'hydrocarbures) mais issue d'une multitude de sources dispersées dans l'espace et dans le temps, difficilement identifiables. »

Source: Les pollutions diffuses | Aires d'alimentation de captages (aires-captages.fr)

Principaux polluants (agriculture): Nitrates, Pesticides



La politique de protection de captages d'eau potable

Actions publiques possibles

Curative : Interconnexion à un autre réseau,
mélange eaux, filtres charbon

Préventive : modification pratiques
agricoles



Enjeux de la séance

Identifier (activement) les leviers et freins à une amélioration de la qualité de l'eau dans des captages pollués (échelle locale):

Curative : Interconnexion à un autre réseau, mélange eaux, filtres charbon

Préventive : modification pratiques agricoles

Action curative

Acteurs clés	Ressource
Commune (maire)	Compétence politique eau potable
Département	Capacité financer solutions curatives
Agence de l'eau	Capacité financer solutions curatives

Action curative

- Enjeux **faisabilité**
- Laisse **forte autonomie** action pour les communes
- Enjeu **critique** : financements externes importants disponibles
- Résultat à **court terme**

Action **préventive**

Modifier les pratiques et/ou parcelles agricoles polluantes

- Zones tampon
- Maîtrise zones et doses épandage
- Réaffectation usages du sol (achat de parcelles)
- Passage à une agriculture sans intrants ou presque (bio ou agroécologie)

Étapes Grenelle:

Signalement ARS mauvaise qualité eau de la commune



Délimitation Aire alimentation captages (AAC) par la commune



Le préfet valide (ou pas) l'AAC



La commune fixe en concertation avec les acteurs du monde agricole un plan d'action (non-obligatoire)



Le préfet valide (ou pas) le plan d'action (non-obligatoire)



La commune suit le plan d'action



Le préfet décide au bout de trois ans s'il rend ou pas obligatoire certaines actions en vue des résultats obtenus

Les acteurs et leurs ressources

Préfet

Lois; sanctions

Commune

Compétence politique eau

Département

Financements
Accompagnement technique

Agence de l'eau

Financements
Accompagnement technique

Coopératives agricoles et négoce

Influence; pression

Agriculteurs/Chambres agriculture

Bloquage; pression

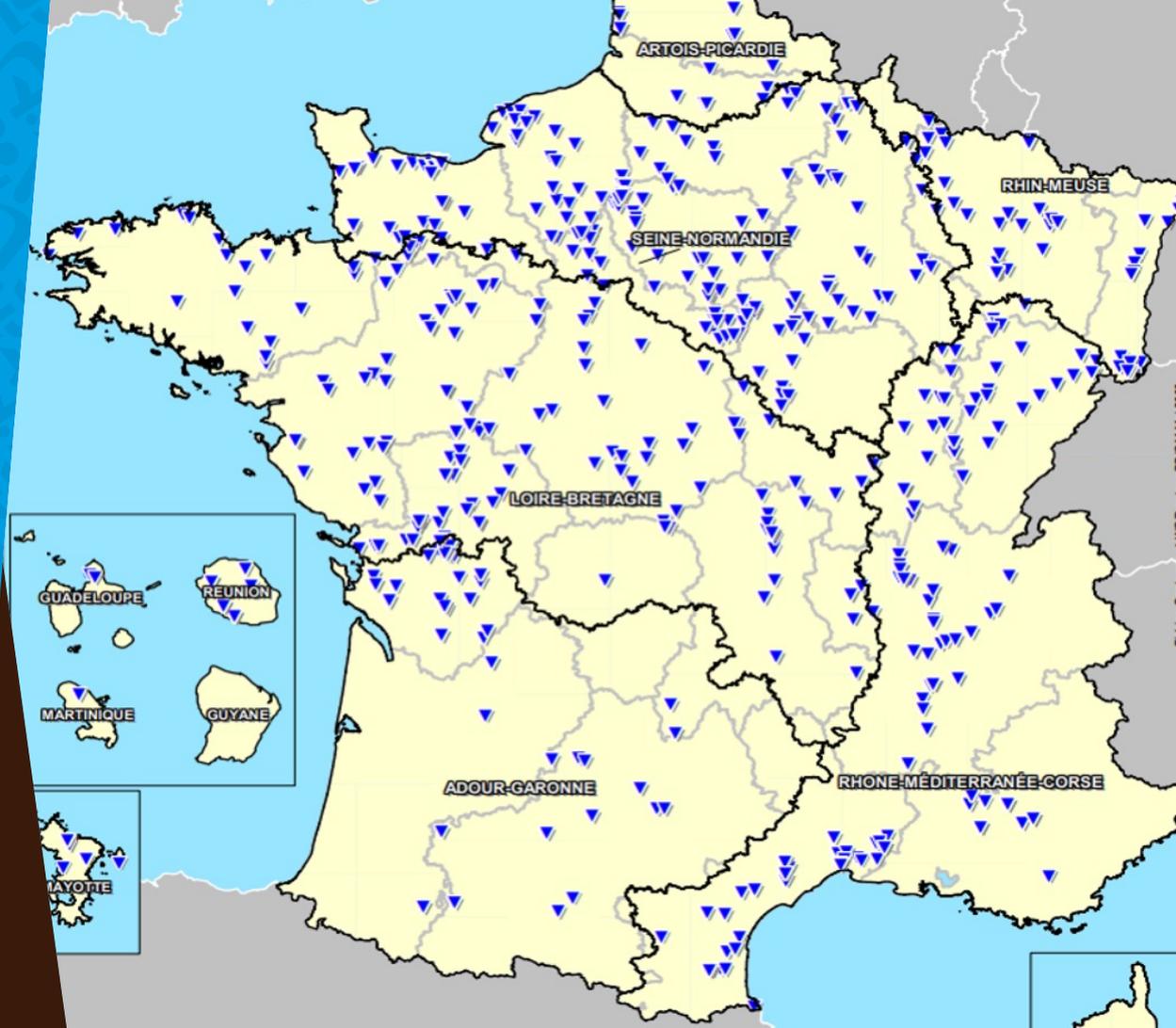
Associations environnementales

Publiciser le problème local

Action préventive

- **Interdépendance** entre une multiplicité d'acteurs
- Pouvoir « **veto** » agriculteurs
- Enjeux **critiques** : coordination alignement intérêts multiples
- **87 fois moins cher** que les solutions curatives
- Résultats visibles à **moyen ou long terme** (5-10 ans)

Carte captages Grenelle (2017)



Les causes de l'échec du préventif face au curatif

Actions freinées par le contexte :

- **Absence de coalition** « Grenelle » forte
- **Éloignement** physique/social entre pollueurs et pollués

Ou par l'architecture institutionnelle :

- **Absence d'un consensus** sur les exploitations à la source de la pollution
- Parce qu'elles sont **possibles**

Les causes de l'échec du préventif face au curatif

Rapports UFC Que choisir et rapport interministérielle

- **Pas de conflits** avec le monde agricole avec le curatif
- **Soumission des budgets** des agences de l'eau aux redevances du territoire
- **Démarche procédurale** plutôt que de résultats
- **Séparation** sanitaire et environnement

Les pistes d'amélioration



Les pistes d'amélioration

- **Deux codes à fusionner** (santé publique et environnement- TINA)
- **Recentrer le cadre politique** (juridique etc.) : Obligation de résultat -amélioration qualité eau arrivant dans le captage
- **Obligation d'intégrer**, dans les plans d'action, **des mesures d'évaluation chiffrées** de l'évolution de la qualité de l'eau
- **Mesures plans d'action chiffrées**, avec un vrai impact sur la réduction des polluants à hauteur de la gravité du problème

Les pistes d'amélioration

- **Doter** les agences de l'eau avec **les moyens financiers nécessaires** pour accompagner le changement des pratiques agricoles
- **Centre de ressources** à disposition des collectivités sur « leçons apprises » au niveau national sur la transformation des pratiques agricoles (leviers/freins)
- **Dispositifs d'apprentissage et d'accompagnement financier et technique** exploitants agricoles pour une réduction effective des rejets
- **Dispositifs sur le territoire de suivi et de communication** sur l'évolution de la qualité de l'eau et des pratiques agricoles

Pour aller plus
loin

Consultez la vidéo complémentaire

<https://mediapod.u-bordeaux.fr/video/35254-etude-de-cas-6-la-non-mise-en-uvre-des-politiques-de-protection-de-la-qualite-de-leau/>



Joan CORTINAS-MUÑOZ
Maître de conférences en sociologie



#6

Étude de cas : La (non) mise en œuvre des politiques de protection de la qualité de l'eau





www.u-bordeaux.fr



[@univbordeaux](https://twitter.com/univbordeaux)



[@universitedebordeaux](https://www.linkedin.com/company/universitedebordeaux)



[@univbordeaux](https://www.facebook.com/univbordeaux)



[@universitedebordeaux](https://www.instagram.com/universitedebordeaux)



Appli mobile U&me



[@univbordeaux](https://www.youtube.com/univbordeaux)

université
de **BORDEAUX**